Cahiers de doléances du Tiers Etat d'Ecos (Eure)

Doléances plaintes et remontrances de la paroisse d'Ecos.

Sa Majesté voulant bien après avoir ordonné la convocation des Etats généraux de son royaume étendre sa sollicitude paternelle jusqu'à permettre que chaque communauté exprime en particulier les abus de toute nature dont elle est la victime et les mettre sous les yeux de la nation assemblée ; les habitans de la paroisse d'Ecos prennent la respectueuse liberté de former les demandes suivantes.

Article premier La suppression des aides et des gabelles. Ces droits déjà très onéreux par eux-mêmes, le deviennent encore d'avantage par la manière dont ils sont perçus, les visites vraiment inquisitoiriales qu'ils occasionnent et les haines sourdes et cachées auxquelles ils ne servent que trop souvent de prétexte, l'oubli de la moindre formalité, et elles sont sans nombre, la moindre erreur dans une déclaration, nous entraînent dans des procès ruineux. Les employés des aides venant jauger nos boissons nous font payer le droit même de la lie de nos cidres. La viande paye aussi un droit d'autant plus onéreux que la foiblesse de nos moyens ne nous permet cette consommation qu'en cas de maladie. Pour ce qui est de la gabelle, les vexations qui l'accompagnent sont au dessus de toute expression. Les paroles sacrées de Sa Majesté sur un impôt aussi désastreux ont retenti jusqu'au fond de nos provinces et il ne nous est pas permis de douter que sa bonté ne nous en délivre.

Article second Que les biens nobles et ecclésiastiques soient imposés comme les nôtres sans aucune distinction, sans aucun privilège.

Article troisième Que nos malheureuses campagnes soient délivrées de deux grands fléaux, le gibier et les pigeons. Si le premier détruit nos récoltes, les autres viennent arracher à la terre les semences que nous lui avons confiés et détruisent ainsi toutes nos espérances; les colombiers et les volières sont multipliés à un tel point qu'on en compte jusqu'à 7 dans notre paroisse qui ne contient que 87 feux.

Article quatrième La suppression de toutes les servitudes, surtout celle des pressoirs et moulins bannaux; dans les années où nous avons le bonheur de recueillir beaucoup de fruit, le pressurage bannal nous empêche de jouir de ce bienfait de la Providence par l'impossibilité où il nous met de brasser nos fruits dans le temps convenable et avant les gelées; nous venons de faire la triste expérience de ce malheur auquel nous ne pouvons nous soustraire sans nous exposer à toute la rigueur de la loi.

Article cinquième. Le droit de fouage au profit du seigneur supprimé, comme n'appartenant qu'à Sa Majesté.

Article sixième Que les gros décimateurs qui enlèvent les 2/3 des dixmes de cette paroisse et n'y font aucun bien, en soient privés, et qu'il en soit disposé au moins en partie pour la fondation d'un hospice ou autre établissement de charité en faveur des pauvres et infirmes qui sont nombreux, eu égard au peu d'étendue de cette paroisse.

Article septième Que les jurés-priseurs dont les fonctions sont généralement reconnus pour très nuisibles aux mineurs surtout, soient supprimés.

Article huitième Que les justices seigneuriales soient supprimés et que ce premier degré de juridiction soit rempli par des prud'hommes ou juges de conscience choisis parmi les notables habitans et revêtus de l'opinion publique; ces juges ne recevant aucuns émolumens ne seraient intéressés qu'à prévenir les contestations et à maintenir la paix et la concorde parmi leurs

concitoyens. Pour les affaires criminelles, un seul officier gradué suffirait pour régler les premières enquêtes de ces mêmes prud'hommes.

Article neuvième Les ravins causant de grands dégâts dans l'étendue de la paroisse d'Écos, les habitans demandent que les ateliers de charité soient employés à y remédier et à les prévenir par la suite.

Article dixième Enfin pour terminer nos plaintes et mettre le comble à nos désirs, nous demandons et nous osons attendre de la bonté du Roi et de la sagesse d'un ministre vraiment ami du peuple, que les tailles, vingtièmes et capitations soient supprimés et convertis en un impôt dont la perception soit non seulement plus égale, mais aussi moins dispendieuse, et que l'anéantissement d'une foule d'êtres intermédiaires nous laisse la douce persuasion que notre foible portion dans les contributions générales arrive toute entière au pied du trône.

Fait et arrêté suivant l'ordonnance de Monsieur le Bailly de Gisors en datte du vingt et un du présent mois à l'assemblée Générale des habitans de la paroisse d'Ecos ce vingt cinq de mars mil sept cent quatre vingt neuf, et ont signé.